

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

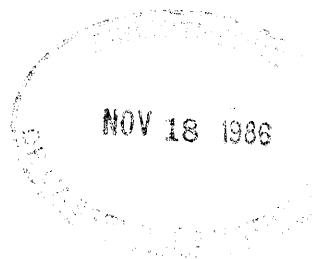
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 142

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux

Présentation

**Présenté par
Madame Thérèse Lavoie-Roux
Ministre de la Santé et des Services sociaux**



**Éditeur officiel du Québec
1986**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour tenir compte des particularités linguistiques d'une région et prévoir le droit à toute personne d'expression anglaise de recevoir dans sa langue des services de santé et des services sociaux, compte tenu de l'organisation et des ressources des établissements qui dispensent ces services.

Il prévoit aussi, pour ces bénéficiaires, les modalités qui assurent l'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux en langue anglaise.

Ce projet de loi modifie en outre les dispositions de la loi qui obligent un établissement à obtenir l'autorisation du gouvernement pour poser certains actes juridiques afin que cette autorisation soit dorénavant donnée par le Conseil du trésor. On y prévoit de plus que celui-ci pourra déléguer cette fonction au ministre.

Enfin, ce projet de loi assouplit les règles relatives aux conflits d'intérêt au sein d'un conseil d'administration d'un établissement public.

Projet de loi 142

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 3 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) à mieux adapter les services de santé et les services sociaux aux besoins de la population en tenant compte des particularités régionales, y compris les particularités physiques, géographiques, linguistiques et socio-culturelles de la région, et à répartir entre ces services les ressources humaines et financières de la façon la plus juste et rationnelle possible;».

2. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 5, du suivant:

«**5.1** Toute personne d'expression anglaise a le droit de recevoir en langue anglaise des services de santé et des services sociaux, compte tenu de l'organisation et des ressources des établissements qui dispensent ces services.».

3. L'article 18 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, après le paragraphe *g*, du suivant:

«*h*) d'élaborer pour les bénéficiaires d'expression anglaise, en collaboration avec les établissements, un programme d'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux dans cette langue.»;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Un programme d'accessibilité visé au paragraphe *h* doit être approuvé par le ministre. ».

4. L'article 72 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « gouvernement » par les mots « Conseil du trésor »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « gouvernement » par les mots « Conseil du trésor ».

5. L'article 73 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, du mot « gouvernement » par les mots « Conseil du trésor »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots « gouvernement ou » par les mots « Conseil du trésor ou, pour des droits consentis avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), avec l'autorisation du gouvernement ou ».

6. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 73, du suivant :

« **73.1** Le Conseil du trésor peut, par écrit, aux conditions et dans la mesure qu'il détermine, déléguer au ministre les pouvoirs qui lui sont accordés aux articles 72 et 73.

L'acte de délégation est publié à la *Gazette officielle du Québec* au plus tard 15 jours après la décision du Conseil du trésor. ».

7. L'article 75 de cette loi est modifié par l'addition, après les mots « sans l'autorisation du gouvernement », des mots « du Conseil du trésor, ».

8. L'article 95 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **95.** Le directeur général d'un établissement public ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'établissement. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Tout membre du conseil d'administration d'un établissement public, autre que le directeur général, qui a un intérêt direct ou indirect dans

une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'établissement doit, sous peine de déchéance de sa charge, dénoncer par écrit son intérêt au conseil et s'abstenir d'y siéger et de participer à toute délibération ou décision lorsqu'une question portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt est débattue. ».

9. L'article 173 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 57 des lois de 1986, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Le gouvernement peut, par règlement, pour tout bénéficiaire d'expression anglaise de la région qu'il indique, désigner parmi les établissements reconnus en vertu du paragraphe *f* de l'article 113 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) ceux qui sont tenus de rendre accessibles en langue anglaise les services de santé et les services sociaux qu'ils dispensent. ».

10. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).